

# • Rapport d'activité du Bureau National

## INTRODUCTION

Le parti vit en ce moment une nouvelle période difficile de son histoire. Ce n'est pas la première, et ce n'est pas non plus propre au PSU : toutes les grandes organisations du mouvement ouvrier se sont toujours développées à travers des débats difficiles, des périodes d'affrontement alternant avec des périodes fastes.

L'important est que l'enjeu du débat soit clair, et que la solution que lui donnent les militants permette au parti d'enrichir sa théorie et sa pratique, d'améliorer sa stratégie, et de repartir pour des combats cette fois victorieux. C'est l'enjeu de ce conseil national. Pour l'aborder, il est nécessaire de revenir sur les raisons de nos difficultés présentes, c'est-à-dire sur la situation qui avait conduit à la stagnation voire à la régression relative du parti en 1970-71, et la manière dont le problème ainsi posé a été abordé au congrès de Lille.

L'année 1969 fut sans doute la meilleure que le parti ait connue. Pour la première fois, il a été présent dans toutes les grandes grèves menées cette année-là. Le développement de son influence s'est traduit par la création d'une centaine de groupes d'entreprises nouveaux. C'est aussi l'époque où il a adopté et commencé à faire passer chez les travailleurs l'axe de lutte essentiel qu'est le contrôle ouvrier. A partir de cette présence aux luttes, le parti affirmait sa capacité de traduire le conflit social en une perspective politique, et son audience croissait : la vente militante de « Tribune Socialiste » quadruplait dans l'année, la campagne présidentielle permettait de prendre date en ouvrant une voie révolutionnaire, et l'élection, à l'automne du secrétaire national contre Couve de Murville confirmait l'image d'une force montante, offensive, sûre de ses objectifs et de mieux en mieux organisée. Le congrès de Dijon, quasi unanime, et adoptant des thèses qui sont apparues comme un document théorique important, était le point fort de cette période.

Dès le milieu de 1970, les choses ont changé. Le régime se renforçait tandis que la répression s'abattait durement sur les militants révolutionnaires. Le PSU, en s'interrogeant au conseil de Rouen, sur la construction du parti révolutionnaire, se divisait en plusieurs courants, non sans confusion. Cette division allait peser lourd sur la direction du parti dont l'unité était de moins en moins assurée. La décision commune de tenir des assemblées ouvriers-paysans pour préparer le programme d'action du parti n'empêchait pas que se développent des contradictions croissantes sur l'analyse de la période, le sens politique des luttes sociales, la nature de nos relations avec le mouvement syndical et avec les organisations politiques réformistes ou révolutionnaires. La crise de l'UNEF enfin retentissait sur l'ensemble du parti et affaiblissait considérablement son intervention sur l'université.

Il était clair dès février 71 que le bureau national était en pleine crise interne, tout en sauvegardant — en particulier dans une période électorale difficile (municipales de mars 71) — une certaine unité dans les interventions externes et publiques. Cette crise retentit sur la nature des AOP préparatoires au congrès et entraîna l'apparition de textes d'orientation fortement différenciés sur lesquels le congrès se partagea. Après des débats difficiles, une majorité s'est dégagée sur la base d'un texte présenté par Michel Rocard. On retrouve dans la direction élue par le congrès à la fois ces difficultés et cette majorité. On a pu croire que, depuis juin 71, le congrès de Lille continuait et se répétait à travers tout le parti. En fait, sur la base des orientations définies par la majorité du congrès, le PSU s'est remis à l'action.

Dans le rapport qui suit, on ne trouvera pas toute l'activité du parti mais celle de sa direction. Par ses forces militantes le PSU a été engagé dans les luttes essentielles de ces derniers mois : c'est un bilan qu'il faudra faire pour le prochain congrès. Aujourd'hui, c'est l'activité de la direction politique nationale et du bureau national qu'elle a élu qu'il

convient d'examiner. Elle pose des problèmes politiques qui concernent moins le passé que l'avenir. Le conseil national doit permettre statutairement de régler les problèmes que le congrès n'a pu résoudre, mais plus largement il doit confirmer ou rectifier les orientations politiques qui ont été suivies depuis juin 71. A travers lui, les militants diront si le PSU doit peu à peu mourir de ses divisions et de ses querelles internes ou s'il doit reprendre des forces pour mener le vrai combat socialiste.

## I - LES ORIENTATIONS DEFINIES A LILLE ET LEUR APPLICATION

Les orientations définies au congrès de Lille ont dirigé l'action du parti au cours de cette année. Chacune de ces orientations impliquait un certain nombre de choix. La direction du parti, les a faits. Elle explique pourquoi.

I - 1. **La situation actuelle n'est pas révolutionnaire.** Le congrès a expliqué comment nous pouvons définir cette situation comme pré-révolutionnaire. Cette analyse situe clairement l'enjeu du combat des militants. **Politiser les luttes** sociales, organiser les révolutionnaires pour permettre cette politisation, révéler aux travailleurs les multiples facettes du pouvoir de la bourgeoisie à travers les luttes quotidiennes.

Comment capitaliser les luttes ? Quelle forme doit prendre la mobilisation des masses ?

Le congrès a indiqué quatre voies essentielles :

1-11.

Développer **les assemblées ouvriers-paysans** localisées et occasionnelles, à la suite d'une lutte déterminée pour en tirer les enseignements et organiser la lutte avec tous les travailleurs concernés. Les AOP peuvent aussi avoir lieu dans des régions où, sans cesse, se posent des problèmes graves. C'est ainsi que des AOP ont eu lieu après le conflit d'Evian, en Lorraine, à propos du Larzac, à Lézignan avec les vignerons. Plusieurs autres sont en préparation, sur les problèmes de la Bretagne après le conflit du Joint Français, à propos des firmes multinationales (Michelin - Philips). Trop peu nombreuses encore, trop limitées pour la participation extérieure, elles ont cependant marqué un pas en avant très important dans la recherche d'un mode de réflexion collectif.

1-12.

Créer des **comités d'initiative populaire**. Si le titre lui-même n'a pas été utilisé, l'idée qui y

préside se retrouve en partie dans les innombrables comités d'action auxquels le PSU participe, non seulement pour aider les travailleurs en lutte, mais aussi et surtout pour populariser l'action, auprès de la population, assurer un débouché politique à ce qui est fait, et ceci en associant de larges couches de la population. Comité d'action du Larzac, comité vérité de Toul, comité de soutien du Joint Français, comité de soutien des Brégilles, comité d'action pour socialiser la Sologne, comité d'action viticole en sont autant de prémices.

Le parti doit cependant faire un effort pour préciser plus nettement son insertion et son rôle dans ces comités.

1-13.

**La coordination des luttes en Europe.** Il importe en effet de dépasser le cadre national pour organiser les travailleurs à l'échelle européenne comme les capitalistes ont su le faire pour défendre leurs privilèges. Mais c'est un travail très long. Le mouvement révolutionnaire européen est très morcelé, il n'a guère l'habitude du travail en commun, et encore moins de se mettre d'accord sur des perspectives communes.

Le PSU a décidé dès le mois d'octobre d'assumer ce grand pari. Six mois de travail furent nécessaires pour renouer ou nouer des contacts, dans les pays voisins. Le résultat fut, le 24 mars, la distribution d'un même tract aux portes des usines européennes du même trust Philips, pour attirer l'attention des travailleurs sur la nouvelle dimension que prend le pouvoir du capital et les conséquences pour les travailleurs.

Les 25-26 mars, ce fut la rencontre de Bruxelles et l'engagement pris par les participants de partager leurs informations et de coordonner leur action en Europe.

D'ores et déjà de nouvelles actions sont en route et permettront d'élargir le champ de l'intervention.

1-14.

**L'extension des luttes hors de l'entreprise.** Deux secteurs, en particulier, ont connu un développement important. Le secteur femmes a diffusé un numéro spécial de « T.S. » qui a rencontré un large écho, deux rencontres nationales ont eu lieu, des assises ont lieu en juin; de nombreux groupes se sont créés.

Le secteur cadre de vie a repris contact avec les camarades, très nombreux mais souvent isolés, qui mènent la bagarre dans les comités de locataires, les comités d'usagers, dans les municipalités. Sept rencontres régionales ont déjà

eu lieu, une rencontre nationale a lieu en juin. Un bulletin du secteur est édité. Le 16 février a eu lieu la première rencontre nationale des élus locaux.

Coordonner, étendre, politiser les luttes c'est la responsabilité de tout militant révolutionnaire ; le développement de ces deux secteurs est un signe encourageant de la prise de conscience de cette responsabilité. On verra au cours du rapport des exemples pris dans d'autres secteurs, notamment celui de l'école.

### **I - 2. Poser le problème du pouvoir.**

Pour donner un débouché aux luttes, il nous faut la capacité militante et théorique de poser le problème de la transformation du pouvoir. A cela deux conditions : créer une force révolutionnaire autonome ; et développer la prise de conscience politique à l'intérieur du mouvement des masses et l'unifier pour transformer la société. Mais la situation n'est pas simple.

Nous ne reviendrons pas ici sur la crise de l'UNEF et des autres structures étudiantes, telles que la MNEF. Elle a montré l'impossibilité de créer un « mouvement politique de masse » sur des bases purement volontaristes.

1 - 2 1

#### **La crise des organisations révolutionnaires de masse.**

Après le départ de l'UNEF, les étudiants du PSU doivent quitter la MNEF. L'absence d'une stratégie universitaire depuis 2 ans a privé les militants étudiants de tout soutien politique. Cela a favorisé les manœuvres du gouvernement et conduit à l'étranglement financier. Depuis 6 mois, les comptes ont été remis en ordre, mais le déficit accumulé est trop lourd ; le PSU ne peut plus assumer une telle responsabilité. Le risque d'un nouvel échec a conduit le secteur femmes à renoncer au lancement d'un mouvement de masse.

1 - 2 2.

La **division du mouvement révolutionnaire** s'exprime tous les jours dans les usines, dans les quartiers, dans les facultés. Que veut dire un « front des révolutionnaires » au sein duquel chacun choisit sa « lutte exemplaire » qui permettra de développer son organisation (cf. le rôle de la Ligue au Joint Français), et conduit tout le monde dans un activisme effréné pour tenir à tout prix ce « front » au détriment de tout travail de longue haleine auprès des masses. Pourtant lors des événements de Renault, derrière le cercueil de Pierre Overney, un courant s'est affirmé. L'extrême gauche est vivante et bien vivante. Un nombre de travailleurs

toujours aussi important n'admet pas la logique implacable dans laquelle veulent les enfermer la bourgeoisie et le PC. Le mouvement révolutionnaire existe de manière diffuse, il correspond à une aspiration profonde dans le pays, mais, la manière même dont le mouvement s'est arrêté le montre, ce mouvement ne correspond pas à un type précis d'organisation.

La responsabilité du PSU est de prendre en compte cette aspiration et de faire apparaître les formes d'organisation qui lui sont nécessaires.

1 - 2 3.

#### **Les conditions politiques nécessaires au mouvement politique de masse.**

Il ne suffit pas d'étendre les luttes, il faut encore assurer leur coordination. Le militant révolutionnaire doit aider à dégager l'avant-garde dans le mouvement de masse, cette avant-garde qui assume la direction politique des luttes, mais il lui manque souvent l'appui d'une organisation solide et homogène, capable de donner des directives précises, de fournir des moyens matériels. Or le PSU, pour des raisons diverses, sur lesquelles nous reviendrons, n'a pas été cette force militante homogène.

Le mouvement politique de masse n'est pas le bouquet final d'un spontanisme exacerbé. Au contraire il ne peut qu'être le résultat d'un lent travail de militants d'une organisation consciente de son rôle.

#### **1 - 2 4. Les contacts avec les groupes révolutionnaires.**

Depuis la DPN de septembre, les contacts ont été multipliés avec l'ensemble des groupes révolutionnaires : Ligue Communiste - Lutte Ouvrière - AMR - ORA - La Cause du Peuple. Le contentieux avec certains groupes est parfois assez lourd et ce n'est pas en quelques rencontres qu'un accord politique peut voir le jour. Aussi, dans les circonstances actuelles, seules des initiatives communes au coup par coup, et la plupart du temps caractérisées, permettent de réaliser l'unité au niveau de l'ensemble des groupes. Malgré ces limites, depuis l'affaire Renault, un progrès réel a été accompli — auquel le P.S.U. a largement contribué — dans le caractère plus continu de l'action unitaire, manifesté par une série d'initiatives successives : Renault, campagne d'explication, position commune sur le boycott, Viet-Nam, 1<sup>er</sup> mai. Il faut poursuivre sur cette nouvelle lancée.

La situation des organisations spécialisées qui auraient pu jouer un rôle utile dans le travail commun des révolutionnaires ne nous simplifie

guère la tâche. Il en est ainsi en particulier du Secours Rouge, dont il n'était plus possible d'éviter qu'il dégénère en annexe d'un seul groupe. Le F.S.I. voit de son côté son rôle entravé par la suspicion dont il est l'objet de la part des groupes maoïstes, ce qui l'a empêché d'être le cadre utile et efficace qu'il devrait être pour l'initiative et l'organisation de l'action sur l'Indochine.

C'est avec les C.I.C. et l'A.M.R. que la réflexion a été poussée le plus loin autour du thème de l'unité populaire. Avec les C.I.C., nous sommes parvenus rapidement à un accord sur l'analyse de la situation et le type de réponse à lui donner. Objectif socialiste dont la majorité actuelle a nettement rompu avec les origines du mouvement et s'est rapproché des positions révolutionnaires a été associé à la réflexion. L'ensemble de cette discussion devrait permettre des initiatives publiques prochaines, sans pour autant enfermer le débat dans le champ ouvert par le P.S.U. et ces trois organisations seulement.

### I - 3. L'action syndicale.

On ne peut poser le problème de la stratégie révolutionnaire et du rôle des militants dans les syndicats, sans assurer une réflexion sur les choix stratégiques des syndicats.

Le bureau national a continué et développé les contacts avec les organisations syndicales ouvrières et enseignantes. Il a rencontré à deux reprises la commission exécutive de la CFDT pour l'informer des initiatives que nous avons prises en particulier le projet « La révolution qu'est-ce que c'est ? », mais aussi en contacts plus restreints, à l'occasion des principaux conflits.

#### 1.4. — Refus d'accords stratégiques et programmatiques avec les réformistes. Mais possibilités d'accords tactiques.

Sur ce point, les textes votés à Lille ont été très clairs ; il ne pouvait être question de mener quelque discussion que ce soit dont le contenu pourrait déboucher sur des accords autres que purement tactiques pour des opérations limitées dont le contenu soit clairement anticapitaliste. C'est sur ces bases que deux rencontres avec le PS ont eu lieu ; la première, après un échange de vues sur nos Congrès respectifs, a débouché sur un accord concernant les comités anti-maffia ; la seconde, début avril, suivit les événements Renault, et des demandes répétées d'intervention sur les problèmes tchécoslovaques. En fait, rien de précis, aucun accord tactique n'est ressorti de cette deuxième rencontre.

Depuis les rencontres avant les élections municipales,

rencontres qui se sont soldées par une rupture nette, aucune relation n'est entretenue avec le Parti communiste français. Le rôle qu'il joue aujourd'hui dans les luttes sociales, ou qu'il fait jouer à la CGT, est celui d'un diviseur de la classe ouvrière. Il empêche le développement de luttes qu'il n'a pas lui-même suscitées, il cherche à tout moment à récupérer les mouvements qui naissent à la base. Le mot d'ordre d'Unité populaire qu'il a récemment lancé a trouvé tout son sens lors des négociations avec le PS pour le référendum. Alors même que la discussion était engagée sur la réponse à donner, le PC avait déjà établi son rapport pour le comité central concluant au non. Sa volonté hégémonique sur toute la gauche se heurte heureusement aujourd'hui aux travailleurs les plus conscients, qui dénoncent les tentatives de division.

Cependant nous n'avons pas su porter le débat au niveau du type de société que nous voulons construire ; nous n'avons pas su ouvrir le débat sur la conception du programme, et nous opposer efficacement à la mystification du programme pour un gouvernement d'union démocratique.

Il nous faut réfléchir sérieusement sur les causes d'une telle incapacité pour pouvoir nous doter des moyens de formation, d'information et d'intervention dans le débat. Le refus de rencontres avec le PCF s'explique aussi du fait qu'au nom d'une alliance antimonopoliste, le PCF mêle à toutes les initiatives le parti radical de J.-J. S.-S. Il ne nous est dès lors pas possible d'envisager de participer à une initiative même juste, quand y sont associés ces alliés objectifs de la bourgeoisie. Peut-on accepter encore longtemps que l'on confonde à dessein l'alliance contre les monopoles capitalistes avec l'alliance contre le capitalisme lui-même ? La présence du Parti radical marque un souci de confusion volontaire que nous ne pouvons que rejeter.

#### 1.5. — L'élaboration collective du programme révolutionnaire.

Le Congrès de Lille a repris un des mandats du 6<sup>e</sup> Congrès de Dijon, qui n'avait pas pu être respecté pendant la dernière période de deux années.

1.5.1. La nécessité d'une élaboration à partir des luttes qui sont menées, sur la base de la réflexion faite par les militants, s'oppose à la conception du programme mise en avant par les forces réformistes. A une conception bureaucratique et centralisée nous opposons une conception fondée sur une démarche progressive. Posant tout d'abord les questions essentielles, celles qui sont posées par les travailleurs dans leurs actions de

masse, le projet capitalisera les réponses apportées au fur et à mesure par les travailleurs eux-mêmes.

Projet de transition au socialisme « La Révolution qu'est-ce que c'est ? » s'inscrit dans cette logique. C'est donc la responsabilité de tous les militants qui se trouve engagée.

Le lancement de l'élaboration du projet est lié à une situation historique où il ne suffit plus d'aggraver par la lutte l'une ou l'autre des contradictions du système, mais où il est nécessaire de mettre en avant un projet d'alternative global à l'ensemble du système. Il faut lier à tout moment action et réflexion. Pour réaliser tout cela le Parti s'est donné un ensemble de moyens.

#### 1.5.2. — Le travail du Parti.

A la DPN de novembre furent définis les fondements théoriques du projet. Dans le courant du mois de janvier, 7 plaquettes de présentation des thèmes essentiels furent élaborées et envoyées dans chacune des fédérations.

Le week-end des 4-5 mars fut l'occasion de donner l'impulsion au travail d'élaboration et de recherche.

Par la confrontation d'expériences diverses, ce week-end a permis de préciser les questions posées ; les comptes rendus des carrefours ont réorienté le travail des militants dans des directions beaucoup plus précises.

Il faut maintenant continuer la réflexion, à partir des luttes, pour peu à peu faire prendre corps au projet.

De nombreuses fédérations ont fait appel au Bureau national pour animer des séances de travail. C'est en effet sa responsabilité, mais c'est aussi celle de tout le parti.

### I - 6. La précision de notre stratégie et de ses conséquences tactiques.

#### I - 6 1. La DPN de janvier.

Une stratégie ne peut être définie en dehors d'une analyse de la situation politique et des leçons que l'on peut tirer des actions menées par les militants. C'est cet ensemble qui a été étudié lors de la DPN de janvier.

Le bureau national a publié un rapport dans lequel il analyse les erreurs de l'extrême gauche depuis mai 68 ; il envisage les conséquences pour les travailleurs du développement de la stratégie d'union de la gauche ; il explore les possibilités ouvertes ou non, en cas de victoire électorale d'une telle union.

Ce rapport, approuvé par la DPN, définit enfin les grandes lignes de la stratégie du PSU :

- débordement des forces réformistes ;
- politisation des luttes pour déboucher sur une politisation du mouvement des masses ;
- élaboration d'un projet de transition au socialisme ;
- mise en action d'une stratégie institutionnelle.

La deuxième partie de ce rapport revient longuement sur les implications, pour les militants, de cette stratégie.

1 - 6 2.

#### La tactique pour le référendum.

Le référendum n'est le reflet d'aucune lutte ; la question n'intéresse pas les travailleurs directement face à leur exploitation quotidienne. Au contraire, la procédure elle-même est facteur de démobilisation parce qu'elle fait encore croire à la réalité d'une démocratie directe.

Opération de politique intérieure, pour renforcer le pouvoir du président Pompidou et empêcher que ne se posent les vrais problèmes : l'emploi, le chômage, le logement, les transports. Il faut donner un os à ronger.

Le PSU a refusé de se laisser détourner de son objectif et, pendant la campagne du référendum, nos camarades ont largement participé, dans toute la Bretagne, à la lutte des travailleurs du Joint Français.

Et partout fut opposée à l'Europe des trusts et des patrons, l'Europe des travailleurs.

Ce fut à l'intérieur de la DPN et dans certaines fédérations, l'occasion d'une attaque violente contre la direction pour avoir refusé de convoquer un conseil national.

En fait, dès que fut connue la date du référendum, le bureau national a laissé le parti juge de la décision finale. Dans tous les départements une consultation fut organisée pour connaître, malgré de nombreuses absences dues aux vacances de Pâques, l'avis des militants.

Lors de la DPN du 9 avril, la grosse majorité des fédérations prit parti pour l'abstention, qui fut finalement adoptée par la DPN. Dès lors un matériel national très important était mis à la disposition des fédérations pour que cette abstention-boycott soit active, et non purement et simplement un désintérêt total pour ce qui allait se passer.

L'ensemble des éléments rappelés ci-dessus permet de comprendre de quelle manière les orientations du parti, définies à Lille, ont été

traduites dans les faits par la direction nationale.

Sur bien des points, la réalisation est encore embryonnaire ; cependant, compte tenu du climat politique externe, compte tenu aussi des très vives tensions internes que nous avons connues, le bilan apparaît constructif et montre une avancée collective du parti.

Pour autant, tous les problèmes ne sont pas réglés ; il convient donc de rappeler tous les problèmes qui sont apparus depuis le congrès de Lille et la manière dont la direction nationale y a fait face et comment elle le fera à l'avenir.

\*  
\* \*

## II - DE JUIN 71 A MAI 72.

Après le congrès de Lille, la vie politique et sociale nous a imposé un certain nombre de choix. Ils reflètent les orientations générales qui viennent d'être indiquées, mais en les précisant. D'autre part des problèmes nouveaux sont apparus, tant sur le plan interne que sur le plan externe : un certain nombre d'entre eux devront être examinés et tranchés par le conseil national, à partir de l'examen de l'activité de la direction nationale.

### I - En guise de rappel :

Il n'est pas question d'analyser ici toute la période qui s'étend de juin 71 à mai 72. Brièvement on peut dire que sur le plan international, il y a trois événements marquants :

- la crise du dollar ;
- l'entrée de la Chine à l'ONU et le voyage de Nixon à Pékin ;
- l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun.

Les modifications entraînées par le rapprochement entre la RFA de Brandt et l'URSS de Brejnev ainsi que par la reprise en main du bloc soviétique (répression en Tchécoslovaquie et en Pologne) ont des effets à plus long terme. Les luttes populaires se sont considérablement durcies :

- au Vietnam : développement d'un front uni de la révolution indochinoise et offensive des forces de libération ;
- au Chili : durcissement du régime qui suscite l'opposition de l'aile libérale, rapprochement entre Allende et le MIR ;
- en Irlande : échec de la politique « orangiste », manifestations de masse, influence de l'IRA ;
- au Bengale : éclatement du Pakistan, naissance du Bengla-Desh.

Le mouvement palestinien subit les contre-coups des négociations entre grandes puissances, d'où

un certain isolement. En Amérique du Sud, la dureté de la répression contraint les révolutionnaires à organiser la lutte armée.

Nous avons manifesté notre soutien aux forces révolutionnaires en lutte (manifestations, meetings, communiqués) et dénoncé la répression que subissent les militants révolutionnaires tant dans leur pays qu'en France même (expulsion d'Apollonio de Carvalho, de Bernadette Devlin, etc.). Pour répondre à l'offensive impérialiste, nous avons :

— recherché le plus large appui à la lutte du peuple vietnamien : manifestation du 6 novembre dans le cadre du front de solidarité Indochine, manifestation du 15 avril avec le FSI et d'autres organisations révolutionnaires qui n'en sont pas membres ;

— apporté publiquement notre soutien critique au gouvernement Allende d'unité populaire au Chili, et recherché de l'union la plus large pour manifester notre solidarité avec ce gouvernement face à l'impérialisme américain, notamment dans un communiqué commun avec PC, PS, CGT, CFTD et FEN).

Pour répondre à l'offensive capitaliste en Europe, nous avons développé nos contacts internationaux : mouvement pour le contrôle ouvrier en Grande-Bretagne, jeunesse socialiste en Allemagne, groupe Hydra en Suisse, FSU en Belgique, PSP aux Pays-Bas, Spartakus en Autriche et, pour l'Italie : Manifesto, exclus du PSIUP, mouvement des travailleurs de Livio Labor, mouvement syndical. Ces contacts ont permis notamment d'aboutir à la rencontre de Bruxelles, le 24 mars, après une action internationale sur le trust Philips.

Sur le plan national, on peut schématiser l'évolution des huit derniers mois en quatre périodes :

### A) SEPTEMBRE-OCTOBRE : l'offensive Mitterrand.

Sur la lancée du Congrès d'Epinais, le nouveau Premier Secrétaire du P.S. tente de prendre la tête d'une offensive politique sur le thème de l'union de la gauche comme sur des thèmes proches de ceux que le P.S.U. avait développés auparavant (contrôle ouvrier, autogestion, socialisme et liberté, etc.) Cette action obtient un certain écho, y compris dans nos propres rangs si l'on en juge par certains termes de ce que l'on a appelé le manifeste Martinet. Elle suscite deux réactions : l'une interne, par la constitution du courant Mollet-Savary en tendance ; l'autre externe : celle de

Chaban Delmas, mais surtout celle du P.C.F. qui n'entend pas se laisser priver du contrôle du mouvement dit « unitaire ». D'où une deuxième offensive qui intervient dans un contexte d'incertitude sur les relations C.G.T.-C.F.D.T.

**B) — NOVEMBRE/JANVIER :** l'offensive Marchais.

C'est la publication du « programme d'union démocratique ». Il met le P.S. au pied du mur et révèle ses contradictions internes (débat sur le programme). Il permet une formidable campagne d'opinion. Il présente le P.C.F. comme parti de gouvernement, et en insistant sur les législatives, il casse une bonne part de l'opération Mitterrand. Par sa nature, il renforce le bloc C.G.T.-P.C.F. ce qui conduit la C.F.D.T. à engager, avec la C.G.T., un débat fondamental sur le socialisme, bloquant ainsi toute possibilité de rapprochement : la C.F.D.T. sait bien en effet qu'un accord important avec la C.G.T. la mettrait sous la dépendance politique du P.C.F. — Elle se refuse à une simple politique d'« union de la gauche » et prend ainsi des distances à l'égard du P.S. comme du P.C.F. — Un autre type d'unité va alors apparaître dans la réalité même.

**C) — FEVRIER/MARS :** l'offensive du mouvement révolutionnaire.

La réorganisation capitaliste entraîne un durcissement de la répression dans les entreprises. Les militants maoïstes sont durement éprouvés, dans les usines ou à leurs portes. L'un d'entre eux, P. Overney, est froidement abattu devant les grilles de Renault. Le mouvement de protestation va prendre une ampleur considérable, dont témoigne assez le cortège de 200.000 personnes aux obsèques d'Overney à Paris. Le P.C.F. et la C.G.T., dont l'offensive se trouve brusquement interrompue, dénoncent le complot et l'accord entre le tueur et le tué. Par contre, de nombreux militants de la C.F.D.T. et certains du P.S. ou de la F.E.N. manifestent leur solidarité avec le mouvement révolutionnaire qui organise la protestation. Cette rupture à l'intérieur même des courants réformistes allait être consommée à la suite de l'initiative de Pompidou.

**D) — MARS/AVRIL :** l'offensive Pompidou. Une conférence de presse banale s'achevait par le dépôt d'une bombe à retardement : le référendum sur l'élargissement du Marché Commun. En se plaçant sur le terrain du jeu politique traditionnel, Pompidou interrompait la crise de confiance qui

commençait à atteindre la majorité, à la suite de scandales chaque jour renouvelés et reprenait l'initiative dans la perspective des élections législatives. En même temps, il mettait un peu plus en difficulté le rapprochement P.C.-P.S. (vu la question posée) et comme en juin 68 permettait au P.C.F. d'apparaître comme la seule véritable opposition en choisissant au demeurant un terrain qui permettait difficilement au P.C.F. la liaison entre luttes politiques et luttes sociales. Enfin, il bloquait le processus engagé à la suite du meurtre d'Overney : la diversion du référendum créerait une certaine démobilisation des travailleurs en isolant les plus combattifs.

**2 — Les enjeux permanents et les choix du parti.**

La période récente de juin 71 à mai 72 nous a permis de mieux voir les problèmes essentiels qui se posent au parti. Un certain nombre de réponses ont été apportées, d'où l'analyse qui suit. Mais elles ne sont pas encore suffisantes, d'où la 3<sup>e</sup> partie de ce rapport.

**a) — le problème de l'unité.**

Critiquer l'union de la gauche est un exercice facile. Les exemples historiques suffisent amplement à nourrir et à justifier la critique. Mais elle ne permet pas en elle-même d'apporter une réponse à l'interrogation des masses sur l'avenir, pas plus qu'un débouché politique aux luttes qui se mènent sur le terrain de la production, de l'enseignement, du cadre de vie, etc. L'unité n'est pas une question abstraite, c'est une exigence de la lutte et de la victoire : la classe ouvrière le sait par expérience. En se refusant à poser politiquement le problème de l'unité, le mouvement révolutionnaire faciliterait finalement les opérations réformistes ou électoralistes qui récupèrent à leur profit la volonté et la transforment en simples slogans. Pour certains camarades, le développement plus ou moins spontané des luttes crée tout naturellement les conditions de l'unité prolétarienne. C'est sur le terrain que se définit la ligne de partage entre la bourgeoisie et le prolétariat. En multipliant les occasions d'un tel partage, on permet au prolétariat de reconnaître sa force et de préparer son soulèvement. Cette perspective ne tient pas compte de deux faits essentiels :

— la bourgeoisie dispose d'armes considérables, non seulement policières ou judiciaires, mais aussi militaires, économiques, politiques... Sauf en situation de catastrophe économique ou de montée fasciste, la masse ouvrière se reconnaît elle-même difficilement comme révolutionnaire.

Une pure tactique « classe contre classe » risque alors d'aboutir non pas à l'affrontement entre la majorité des exploités et la minorité des exploités, mais à une guérilla incessante entre la petite minorité de ceux qui se situent sur une ligne prolétarienne (soit par rupture de classe, soit par appartenance au prolétariat le plus exploité) et la minorité des exploités appuyée sur la peur, l'ignorance ou les intérêts immédiats d'une grande partie de ceux mêmes qu'ils exploitent ;

— non seulement le renversement du régime mais aussi l'exercice du pouvoir durant la période de transition impliquent des alliances de classe qui peuvent se faire occasionnellement dans une lutte (cf. les solidarités lors d'une grève), mais qui doivent être consolidées sur une base politique : il ne suffit pas que des agriculteurs apportent un soutien généreux à des ouvriers en grève. Il faut que s'exprime la solidarité agriculteurs-ouvriers en tant que travailleurs qui peuvent avoir aujourd'hui un certain nombre d'intérêts contradictoires, mais peuvent les résoudre sur une base commune dans un projet politique qui engage les uns et les autres <sup>(1)</sup>.

C'est donc en termes de masses qu'il convient de poser le problème de l'unité. Nous nous y sommes efforcés de trois façons :

1° par le développement des A.O.P. où peuvent s'assurer les conjonctions nécessaires, et la recherche d'une élaboration collective d'un projet sur la société qu'il s'agit de construire, en posant la question : La révolution, qu'est-ce que c'est ? — Ainsi peut se réaliser l'unité des travailleurs à la base, à partir des luttes et des conflits réels ;

2° par une série de contacts pour jeter les bases d'un mouvement populaire d'unité pour le socialisme. Des réunions fréquentes se sont tenues à ce sujet avec les Centres d'Initiative Communiste et Objectif Socialiste (dirigé par André Jeanson). De multiples contacts ont été pris avec des personnalités diverses et des militants syndicaux, afin de lancer un tel mouvement non pas d'en haut, mais le plus près possible des militants engagés. Le mouvement catholique, la

Vie Nouvelle, et divers groupes tels que l'A.M.R. — avec des réserves — s'intéressent de près à ces initiatives, dont une première image publique (fort peu reprise dans la presse l) a été donnée au meeting de Metz tenu en commun par des militants lorrains, André Jeanson, Victor Leduc (C.I.C.) et Michel Rocard, le 14 Avril ;

3° par l'énoncé de ce que nous avons appelé une stratégie de débordement, par rapport à une éventuelle victoire d'une éventuelle union de la gauche. Pour les raisons qui ont été évoquées plus haut, l'union de la gauche ne peut donc être en France qu'une forme d'accord électoral entre les états-majors du P.C.-P.S. avec l'appui d'une fraction radicale. Il est néanmoins possible que, faute de mieux, la volonté de changement des travailleurs s'investisse massivement sur un tel accord et qu'on voie apparaître, si le régime lui prête vie, un « gouvernement de gauche ». Il lui faudra correspondre à l'attente des travailleurs : c'est alors que ceux-ci devront organiser leur pression sur le pouvoir et assurer les conditions de leur propre pouvoir. La tâche des militants révolutionnaires sera d'aider à cette organisation pour déborder l'action du gouvernement et l'obliger soit à se conformer à la volonté populaire qui lui a donné naissance, soit à faire reconnaître sa vraie nature et à céder la place à l'action révolutionnaire. Cette organisation doit commencer dès maintenant, car c'est sur cette forme d'action que s'investira la volonté de changement des travailleurs, dans le cas d'un échec des formules d'union de la gauche.

#### **b) — les luttes sociales et l'organisation politique des masses.**

##### **1° les luttes ouvrières :**

La marge de négociation du patronat a diminué (concurrence ou concentrations, tensions financières, transformations technologiques, réorganisation des marchés, etc.), les entreprises ou les capitaux peuvent plus facilement se reconvertir ailleurs ou sur autre chose, la France a un régime « fort », d'où un durcissement des luttes ; les victoires ouvrières diminuent, les grèves s'allongent ; elles se font un peu à la vie — à la mort (perte de l'emploi ou lock-out). Etat et patronat s'entendent pour organiser une forte tension sur l'emploi que la conjoncture économique se charge d'entretenir (cf. politique du chômage). S'y ajoute le refus d'une condition ouvrière qui se dégrade chaque jour davantage (déqualification, baisse du pouvoir d'achat, cadences intenable...). Finalement c'est toute l'organisation capitaliste du travail qui est mise en

<sup>1</sup> Une des responsabilités du mouvement révolutionnaire est de revoir son analyse des couches sociales, de l'éclaircir à l'expérience des luttes et d'aider à définir un projet politique contribuant à la prise de conscience des travailleurs engagés dans des luttes uniquement syndicales ou même corporatives. Un des problèmes majeur est de faire basculer vers le mouvement révolutionnaire les travailleurs historiquement peu syndiqués ou politisés, mais engagés dès à présent dans un processus de prolétarianisation.



cause, ce qu'exprime clairement le refus des hiérarchies entretenues par le système ou la volonté des travailleurs d'imposer leur contrôle sur les propres conditions de travail.

C'est pour ces raisons que les luttes se sont particulièrement développées :

- dans les secteurs traditionnels en crise d'emploi ou de réorganisation : Lorraine, transports parisiens...
- dans les secteurs en forte concurrence : Renault et l'automobile en général (où la répression s'amplifie) ;
- dans les secteurs les plus modernes, où le travail est très mécanisé, d'où l'appel aux O.S., immigrés, travailleurs d'origine paysanne, etc..

Et c'est dans ces secteurs que les conflits se font désormais les plus longs, les plus durs : Evian, Girosteel, Pennaroya, Joint Français...

Mais un nouveau champ commence à s'ouvrir à la lutte, celui des services, de la distribution, de tout le secteur dit - tertiaire », où la mécanisation, le travail à la chaîne, le « taylorisme » se développent sans cesse. On l'a vu dans des grands magasins (Nouvelles Galeries, Mamouth) ou à l'O.R.T.F. (techniciens), on commence à le voir dans certains bureaux.

De nombreux militants P.S.U. ont été engagés directement dans ces luttes. Ils se sont coordonnés dans le secteur entreprise.

D'une façon plus générale le P.S.U. s'est efforcé de soutenir les luttes les plus significatives, de les populariser (Tribune Socialiste et N<sup>os</sup> spéciaux, meetings), mais aussi de permettre aux travailleurs de tirer le bilan politique de leur action propre (A.O.P.) Il s'est refusé à abandonner les organisations syndicales, qui correspondent à un besoin premier des travailleurs ; il en a critiqué les décisions chaque fois qu'elles empêchaient l'extension des luttes et la manifestation des objectifs essentiels que poursuivaient les travailleurs.

Mais il ne suffit pas d'apporter une présence dans les luttes : il faut encore une conduite stratégique. L'idée du « mouvement politique de masse » ne serait qu'une formule creuse si elle n'était pas concrétisée par une organisation politique réelle des travailleurs. Ce sont les formes de cette organisation que doivent inventer les militants politiques et syndicaux et tous les travailleurs qui, par leurs responsabilités dans l'action, se sont inscrits dans le courant révolutionnaire.

## 2) les luttes paysannes.

Une profonde mutation est en train de s'opérer

dans la condition et la conscience des masses rurales. Les paysans se perçoivent de plus en plus comme travailleurs et recherchent à s'organiser comme tels, d'où l'inadéquation des structures traditionnelles liées à l'exploitation agricole ; viticulteurs du midi, paysans de Bretagne ou d'autres régions. Ils doivent défendre leur outil, la terre, et leur vie, donc leur revenu. Ils doivent se défendre contre les gros producteurs et l'introduction des méthodes capitalistes (circuits production-distribution, concentration des firmes agroalimentaires, ventes forcées, poids de l'industrie chimique, etc.). Refusant à la fois une politique d'assistance (pour une mort douce) et l'étouffement sous la concurrence, ils sont facilement amenés à l'action illégale (car la loi est liée au statut traditionnel du paysan), d'où une répression très dure contre laquelle ils doivent aussi s'organiser.

Un nombre de plus en plus important de militants paysans membres du P.S.U. ou non ont pour objectif :

- a) — l'intervention directe dans la répartition immédiate du sol agricole, avec l'appui maintenant d'étudiants et d'ouvriers ;
- b) — un projet d'aménagement régional contradictoire à celui de Mansholt et ses supports capitalistes français qui déjà l'appliquent.

**Cela est révolutionnaire parce que contraire aux lois en vigueur.**

**Les militants du P.S.U. doivent démontrer :** qu'obliger un propriétaire foncier à louer aux paysans les plus défavorisés **rejoint** la lutte actuelle pour les salaires des ouvriers, fonctionnaires, employés ; **rejoint** aussi l'essentiel des revendications des jeunes ;

- démontrer que : s'opposer physiquement à l'expulsion d'un fermier équivaut au licenciement de l'ouvrier ;
- démontrer que : refuser les primes de productivité des coopératives, les cumuls de surface et de professions, c'est de même nature que l'attaque de la hiérarchie actuelle des salaires et des retraites ;
- démontrer que : la collectivisation des sols ainsi amorcée, **c'est la même indispensable lutte** que la collectivisation intégrale **des usines, de tous les lieux de travail**, et la libération de tous les biens populaires : plages, forêts, etc.

Leur union avec les autres catégories de travailleurs est une exigence absolue Elle se fera sous leur propre conduite. Le P.S.U. n'entend pas dicter aux paysans les formes de leur organisation (cf. le rapport Lambert à la D.P.N.). Les militants

du P.S.U tireront pour leur part les conséquences des choix qui auront été faits dans le milieu lui-même. A l'intérieur du parti, ils apporteront les exigences socialistes qui sont inscrites dans les luttes paysannes. A ces luttes ils apporteront l'appui que leur permet une coordination avec d'autres travailleurs dans le cadre du parti.

**L'objectif de libération** des familles paysannes du pouvoir de l'argent et de la domination par une minorité doit rendre les militants P.S.U. efficaces :

- 1° rôle continu d'information ;
- 2° invitation à tous les militants paysans à se situer politiquement face à leur milieu et à adhérer ;
- 3° travailler concrètement sur le thème « La Révolution, qu'est-ce que c'est » dans leur secteur.

Les luttes ouvrières et paysannes sont fondamentales pour le combat socialiste, d'où la priorité que le parti leur a donnée et continue de leur donner.

D'autres secteurs sont essentiels car ils permettent d'attaquer le pouvoir au-delà du secteur de production et donc d'appuyer politiquement les luttes ouvrières et paysannes. Il est vrai cependant que, par une sorte d'ouvriérisme condamné avec énergie par les militants ouvriers eux-mêmes ces secteurs sont parfois délaissés. L'appui militant à la lutte dans les entreprises est essentiel, mais il ne saurait tenir lieu de l'action militante qui doit se développer sur le terrain même où s'effectue pour chacun son rapport de classe.

L'effondrement de l'U.N.E.F. a entraîné celui du secteur étudiant. Une lente reconstruction s'opère à partir d'une coordination nationale établie à Toulouse, mais elle est en son tout début. Par contre, grâce à trois stages nationaux, un secteur lycéen a été mis en place, ce qui a permis l'intervention dans les luttes de masse provoquées par la circulaire Guichard et toutes les entraves à la liberté d'expression. Mais les luttes lycéennes restent encore trop souvent isolées. D'une façon plus générale, la commission Enseignement s'est efforcée de sortir du cadre même des professionnels de l'enseignement pour ouvrir le débat avec les travailleurs, principalement dans les domaines qui les concernent directement (C.E.T. - primaire - maternelles) et sur la question essentielle de la sélection. La nature même de l'institution scolaire rend particulièrement difficile l'organisation politique des masses à son égard, tout autant que l'organisation de ceux qui sont encadrés par l'institution elle-même. Les comités de lutte lycéens sont la seule réponse que nous ayons actuellement : elle est encore bien insuffisante.

On retrouve ces difficultés dans d'autres domaines où l'organisation syndicale n'existe pas ou se présente sous une forme très corporative (cadre de vie, femmes, santé, action culturelle, répression). La tentation est grande de lancer des pseudo-mouvements de masse qui profitent d'une lutte à leur lancement, mais s'effondrent lorsqu'elle s'atténue ou se déplace. Sans doute convient-il que le Parti puisse prendre en compte ces secteurs eux-mêmes pour trouver les réponses adaptées et non pas se diluer dans des « masses informelles » qui ne sont plus parfois que des minorités faciles à manipuler par tel ou tel groupe. Dans ces domaines, trois directions ont été suivies :

- l'organisation de comités permanents (cf. Larzac, Sologne, Maternelles, etc.) : ce sont des embryons de Comités d'Initiative Populaire ;
- la mise en oeuvre d'une stratégie institutionnelle (cf. rapport Féran) ;
- la recherche d'une cohérence avec d'autres organisations révolutionnaires (cf. transports) ;

Cette dernière direction permet de poser un problème général, celui même du mouvement révolutionnaire.

### c) — le mouvement révolutionnaire.

En mai 68, c'est le mouvement même des masses qui a permis l'unité des organisations révolutionnaires. Le reflux ainsi que la répression ont créé des problèmes dans les organisations comme entre elles. Durant ces derniers mois nous avons constaté :

- le développement des organisations trotskystes : Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, A.M.R. (ainsi que l'A.J.S. sur une base réformiste) ;
- la crise des organisations dites maoïstes : tendances contradictoires de la Cause du Peuple, émiettement des organisations, crise du Secours Rouge.

Nous avons vu avec intérêt l'apparition d'une Organisation Révolutionnaire Anarchiste qui permettait à ce courant une intervention moins individualiste.

A partir d'octobre, des contacts fréquents ont été pris. Une cohérence réelle est apparue à plusieurs occasions : la manifestation du F.S.I. le 6 novembre a été suivie par L.O. et le S.R. ; le meurtre d'Overney a permis une action commune concrétisée par des réunions fréquentes, des communiqués, des manifestations, une conférence de presse au siège du P.S.U. et la journée d'explication du 17 mars ; l'annonce du Référendum a suscité un communiqué commun

dans la perspective du boycott ; enfin le 15 avril a vu une manifestation commune sur le Viet Nam tandis que le 18 avril était signé un Appel à un Premier Mai de lutte de classe. Ainsi sur des points précis, a pu être manifestée l'existence d'une force révolutionnaire.

Il serait vain de la croire homogène. Il existe entre les positions du P.S.U. et celles d'autres organisations révolutionnaires des divergences fondamentales :

- sur l'action syndicale, condamnée par les militants maoïstes, soumise aux pratiques de fraction du côté trotskyste ;
- sur les formes d'action : nous refusons l'idéologie de la « nouvelle résistance » et les pratiques de commando ou de groupes autonomes coupés de la réalité concrète des luttes ;
- sur le dogmatisme ou le sectarisme qui caractérise certains groupes.

Ces divergences sont l'occasion de débats qui doivent être tenus, mais ne sauraient occuper l'essentiel de notre temps (cf. notre réponse à la Ligue Communiste). Elles ne sauraient empêcher l'action commune sur les enjeux essentiels imposés par la lutte de classe, et la solidarité pleine et entière face à la répression. Ce sont ces deux principes qui ont guidé notre action.

Plus profondément, le débat doit être engagé sur les attitudes des militants révolutionnaires depuis mai 68 ; la reconnaissance des erreurs, des insuffisances (y compris les nôtres) peut aller de pair avec le maintien d'un choix révolutionnaire fondamental qui ne s'exprime pas dans des discours mais dans la pratique. Aujourd'hui, il faut bien constater qu'il existe plusieurs pôles révolutionnaires. Nous ne pensons pas que la construction d'une force révolutionnaire passe par l'élimination des autres au profit de notre propre organisation. L'unité des révolutionnaires ne naîtra pas de quelque négociation entre leaders de fait ou de droit. Elle viendra de l'unification même des luttes et de la capacité des travailleurs à réaliser leur unité et leur organisation politique. C'est en ce sens que la création d'un « front révolutionnaire », que chacun d'ailleurs s'efforcera de contrôler à son avantage, ne saurait être un préalable : il sera une conséquence du mouvement de masse et il n'est pas bon, dans les exemples historiques que l'on évoque parfois, de prendre l'effet pour la cause.

Le P.S.U. pose donc de la même façon la question de l'union de la gauche et celle de l'unité des révolutionnaires. Refusant de s'enfermer dans des solutions organiques, nous posons avant tout le problème de l'unité des travailleurs, telle qu'elle se

manifeste dans leurs luttes.

Si le P.S.U. se refuse à être un courtier entre les forces révolutionnaires voire même entre elles et certaines forces réformistes, il faut qu'il s'affirme lui-même comme un véritable pôle révolutionnaire, capable de réaliser ses objectifs et pas seulement de les rêver.



#### d) — le **développement du parti.**

Le parti s'est efforcé de développer et d'améliorer ses moyens de travail : local national, secrétariat, contacts avec les fédérations, information (bulletin d'information en supplément à T.S. - P.S.U.-Information), expression du parti (Critique Socialiste, Brochures), réunions de secteurs... De ce fait les charges ont augmenté.

Les difficultés de trésorerie (retard des versements de cotisation) et la hausse des prix (tarifs d'imprimerie, d'envoi, etc..) ont créé une sorte de crise financière permanente qui a retenti durement sur le journal : Tribune Socialiste a vu sa parution suspendue plusieurs fois. Une nouvelle formule du journal, propre à assurer sa relance, a été mise au point : elle doit permettre de développer les ventes militantes et les abonnements en dehors du parti ;

c'est le sens de T.S. et la condition de sa survie.

D'autres difficultés sont apparues, certains secteurs sont en déshérence : on a déjà cité le secteur étudiant, mais dans celui des Jeunes travailleurs, il faut dire que la création de l'O.J.T.R. n'a pas permis de répondre suffisamment aux besoins de notre autonomie complète à l'égard du parti, ce qui l'a conduit à des actions inadmissibles contre d'autres membres du parti (animateurs du secteur Voyages). Ces difficultés sont liées en partie à celles même des luttes, dans les secteurs concernés : (université - jeunes travailleurs), mais elles s'expliquent aussi par le refus des orientations majoritaires de la part d'un certain nombre de camarades, conduits parfois en raison de leurs responsabilités à développer une sorte de parti dans le parti. Le Congrès de Lille a été difficile. La nécessité d'une clarification dans les orientations et les pratiques de notre organisation a entraîné l'apparition de points de vue opposés, de tendances autrement dit. C'est une condition du débat démocratique. Ces tendances ont cherché à se maintenir au delà du Congrès : elles se sont à cette occasion modifiées tant dans leur composition que dans leur comportement. La situation s'est compliquée par le fait que dès avant Lille s'était développée une organisation nationale, à la fois interne et externe au parti, la « Gauche Révolutionnaire », avec son journal, son local, ses coordinations locales et régionales, ses groupes de base... Dans son assemblée générale de Lyon les 25 et 26 septembre 71, la G.R. décidait de se constituer en « pôle politique autonome ». Cette décision fut publiée un mois plus tard.

Peu de temps après, début novembre, à l'initiative de Gilles Martinet, paraissait un manifeste signé principalement par des membres du P.S.U. — La parution publique de ce texte, qui n'avait nullement été communiqué à la direction du parti, et l'équivoque de certaines formules, amenaient le Bureau national à publier un communiqué de mise en garde et à demander aux signataires le sens de leur initiative et leur position à l'égard du P.S.

C'est dans ce contexte que le Bureau demandait fin novembre à la D.P.N. de se prononcer sur les exigences de la démocratie interne dans le parti et d'en tirer les conséquences sur le problème de la G.R. et du manifeste Martinet. On a vu alors se déchaîner un certain nombre de camarades, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, (cf. lettres et communiqués à la presse), qui ne partageaient pas les idées de la G.R., mais entendaient se solidariser avec elle contre la répression que le « groupe Rocard » (c'est-à-dire le B.N. ou la majorité du parti) lui faisait subir. Le problème

spécifique de la G.R. (aussi bien que celui du manifeste Martinet) disparaissait pour laisser place à une confrontation majorité-minorité à la D.P.N. et dans le Parti. A cette même D.P.N. de novembre, la minorité décidait de quitter la séance au moment de la discussion sur le texte majoritaire concernant l'élaboration du projet sur la société à construire (la Révolution qu'est-ce que c'est ?).

Il convient de rappeler ici qu'à la mi-septembre, à la suite de discussions avec des élus de courants minoritaires (textes Simon et Gillet), le B.N. proposait de s'élargir à des représentants de ces courants. Il y eut refus. Furent alors mises en place des Commissions de la D.P.N. dont certaines étaient présidées par des camarades minoritaires. C'est à la suite de ce refus qu'en novembre, le B.N. s'élargit de 9 à 14 membres. En décembre, une lettre de la G.R. donnait à croire qu'elle entendait rester comme une tendance du P.S.U. et ne parlait plus d'organisation politique autonome. En réalité cette organisation s'est peu à peu mise en place. L'apparition publique du sigle P.S.U.-G.R., déjà vue lors du voyage de Brejnev, se répétait sans arrêt sur les tracts et les affiches de la fédération des Bouches-du-Rhône et des militants qu'elle influence ailleurs. Les coordinations GR aboutissaient à désorganiser des sections entières, voire des fédérations. Selon leurs propres affirmations, elles travaillaient de plus en plus étroitement avec certains militants du courant 5 (texte Gillet) désavoués par Gillet lui-même en janvier 72.

Un texte signé par les représentants de ce courant à la D.P.N. (« lutter contre le réformisme sans tomber dans le sectarisme ») laissait entendre que leur opposition au B.N. était analogue à celle qui oppose réformistes et révolutionnaires. Le B.N. était collectivement désigné comme une direction réformiste inadmissible et déjà caduque. Cette attitude fut désavouée par une majorité de militants bien plus considérable que celle qui s'était dégagee à Lille autour du texte Rocard. Elle aboutissait néanmoins, en raison du caractère public de telles déclarations, à un affaiblissement considérable du parti et de son action.

La question de la région parisienne allait bientôt poser un nouveau problème. Après un débat assez compliqué entre les diverses fédérations de la région parisienne, quatre fédérations décidèrent de fusionner entre elles (Seine - Hts-de-Seine - Seine-St-Denis - Val-de-Marne) pour former une seule fédération dite régionale. Trois courants se sont opposés : des camarades du texte 5 et des camarades de la G.R. qui ont obtenu 44 % des voix, des camarades proches du Bureau national :

28 % également. Aucune entente n'a été possible entre ces courants et le 8 mars était formé un bureau GR-5, animé par M. Heurgon, B. Miège, A. Béhar, P. Bauby, etc. L'importance de cette nouvelle fédération et la qualité de ses animateurs créaient bien évidemment un problème de dimension nationale.

Ne risquait-on pas de voir apparaître un contre-B.N. ? Le B.N. avait d'ailleurs posé le problème du congrès régional de fusion dans une « adresse » lue au congrès, où il indiquait qu'il n'accepterait jamais de se voir mis devant le fait accompli par une minorité quelconque du parti, même majoritaire à Paris. L'évolution des choses a largement justifié les craintes du B.N. Il s'en est expliqué dans une « lettre aux militants » envoyée aux fédérations le 20 avril, portant sur :

- la « séquestration » des animateurs de Découverte et Culture,
- la parution d'un n° spécial « Boycott » de « L'Outil des travailleurs », substitué au matériel du parti dans les fédérations de la région parisienne (nouvelle fédération), Nord et Rhône,
- le refus des représentants des courants G.R. et 5 à prendre part à la D.P.N. du 9 avril.

Bien d'autres faits pourraient être cités. Ils créent un climat de méfiance et de mépris qui met bon nombre de militants dans un grand désarroi.

Beaucoup de fédérations ne connaissent pas de tels affranchissements, mais dans certaines les conséquences sont graves — certains militants refusent de reprendre leur carte avant une sérieuse clarification. D'autres hésitent longuement.

Or, ce n'est pas l'influence du P.S.U. qui est en cause. Le B.N. n'a reçu aucune lettre qui indiquait un départ vers le parti.

Par contre, nombre de démissions s'expliquent par une volonté de se consacrer davantage à une forme d'action plus réellement militante (syndicale ou autre), au lieu de perdre son temps dans des querelles byzantines, des discours sans fins, la résistance au terrorisme verbal.

Certaines démissions traduisent l'aboutissement normal d'un processus de retrait et un désaccord profond avec notre stratégie (Martinet et certains de ses amis, tout comme ceux qui ont adhéré à la Ligue Communiste), mais beaucoup d'autres traduisent une véritable angoisse. Le P.S.U. trahirait-il par son impuissance les espoirs révolutionnaires que ces militants ont mis en lui ?

Verra-t-on le P.S.U., paralysé et hésitant, perdre toute crédibilité et toute force révolutionnaire ?

### **Des questions fondamentales pour clarifier la situation.**

Ces questions reflètent tout un aspect de l'activité que nous devons présenter au Parti.

Il faut trancher :

- La G.R. prépare son départ du Parti, son seul problème est celui de la date (cf. les textes publiés dans « P.S.U.-Information). Peut-on accepter le maintien de ces camarades au sein d'un Parti qu'ils ne reconnaissent plus comme le leur ?
- Les camarades de la G.R. demandent le débat et tiennent des assemblées fractionnelles. Cela est-il compatible ?
- « L'Outil des Travailleurs », malgré la mise en garde de la D.P.N., a été utilisé comme matériel officiel du Parti, alors qu'il se présente comme « un journal indépendant de tout groupe politique ». Peut-on accepter que des militants substituent l'outil d'une tendance au journal du Parti, Tribune Socialiste.
- La G.R. est-elle oui ou non une organisation autonome ? Il est nécessaire qu'un débat s'engage avec les militants de la G.R. sur leur appartenance ou non à notre organisation. Il ne s'agit pas là d'un débat juridique ou disciplinaire : parler de répression à ce propos, comme le font certains chaque fois que l'on pose le problème de la G.R., c'est ou bien naïveté (car ces camarades, à travers la G.R., conservent toute leur liberté d'expression et de dialogue, y compris avec le P.S.U.) ou bien calcul et il s'agirait alors de jeter le trouble dans l'esprit des militants pour tenter de détruire un parti auquel on ne croit plus. C'est bien d'un débat politique qu'il s'agit ; il doit se faire à partir des thèses de la G.R., comme de celles du P.S.U. et permettre une clarification nécessaire à l'intérieur même du mouvement révolutionnaire.

Le temps n'est plus où l'on pouvait se contenter de stratégies différentes dans une même organisation. Si le débat doit se poursuivre, y compris sur tous les aspects et tous les secteurs d'une stratégie, il est nécessaire que le P.S.U. soit capable d'appliquer la stratégie qu'il s'est donnée et dont l'immense majorité des militants reconnaissent le bien-fondé, même s'ils en désertent telle ou telle application.

### **PERSPECTIVE ET CONDITIONS D'UN RETABLISSEMENT**

#### **A) — La situation politique.**

Les résultats du référendum ont montré l'affaiblissement politique du régime. En la

circonstance, G. Pompidou a démontré tout à la fois la limite des pratiques électorales, la vanité d'une certaine forme d'unité de la gauche et la fragilité de son propre pouvoir.

Parallèlement, la grève du Joint Français montrait le haut degré de la combativité ouvrière en même temps que les difficultés de la lutte. Le durcissement du patronat, en raison de la réorganisation capitaliste sur une vaste échelle, aboutit à durcir les conflits, donc les luttes. Les travailleurs sentent que leur lutte ne peut rester isolée ; elle doit passer sur le plan politique et mettre en cause le pouvoir lui-même.

Cette situation conduit le P.C.F. à tenter de récupérer le mouvement social sur ses propres bases, à travers le thème général de l'union populaire, substitué temporairement à celui d'union de la gauche. La question est de savoir si l'union populaire peut se faire au contraire sur des bases révolutionnaires et dans la perspective du socialisme et non de la « démocratie avancée ». La réponse à cette question dépend largement de la capacité du mouvement révolutionnaire et de ses organisations à faire face à cette responsabilité historique.

#### B) — Les prochaines échéances.

La responsabilité du courant révolutionnaire va avoir à se manifester rapidement autour de trois exigences :

##### 1 — Assurer un débouché politique aux luttes sociales :

La perspective en a été indiquée plus haut, elle passe en effet par le développement de l'unité des travailleurs, l'organisation politique des masses et l'affirmation du mouvement révolutionnaire. Dans cette tâche, le P.S.U. a un rôle déterminant et irremplaçable. La situation politique et sociale devrait permettre son développement, en effet :

— il s'inscrit par ses militants et sa stratégie dans les débats essentiels du mouvement syndical, sans lequel il ne peut y avoir d'avenir socialiste ;

— le P.C.F. s'enfoncé dans le jeu parlementaire comme dans les contradictions où le met la politique soviétique ;

— le P.S. en revient à une vision plus sage et plus traditionnelle : c'est une force de notabilité, et non une arme politique pour les travailleurs ; les courants électoralistes y redeviennent dominants ;

— les organisations révolutionnaires du courant trotskyste restent limitées à des milieux déterminés et s'enfoncent dans le léninisme le plus archaïque, tandis que celles du courant maoïste sont divisées entre des courants staliniens et des courants

spontanéistes, qui tendent davantage — semble-t-il — à recommencer l'histoire du mouvement ouvrier qu'à permettre son avancée.

Par ses dimensions nationales et la diversité de son implantation, le P.S.U. représente bien « une force jeune et révolutionnaire » ouverte sur l'avenir. Encore faut-il qu'il soit capable de faire face à ses responsabilités.

##### 2 — Tenir les enjeux internationaux :

C'est tout le débat de ce Conseil National et nous ne saurions en préjuger ici.

##### 3 — Peser sur le rapport des forces :

L'alternative socialiste ne dépend pas seulement du développement des luttes ; elle implique une victoire politique sur la bourgeoisie : c'est le problème même du pouvoir qu'il faut poser. D'où une double tâche :

— abattre le régime actuel, immobiliser toutes les forces qui viennent de se retrouver dans le camp du « oui » au référendum, pour donner l'initiative aux travailleurs ;

— démasquer les fausses solutions de l'alternative démocratique à travers laquelle le P.C.F. entend imposer sa loi aux autres forces politiques comme à la classe ouvrière. Par conséquent, empêcher que les travailleurs n'aient que le choix entre l'union conservatrice et une « union de la gauche » où ils ne sont pas engagés eux-mêmes.

Le P.S.U. a la responsabilité de donner une crédibilité politique au courant révolutionnaire. Il ne peut le faire seul, mais ses initiatives seront en fait déterminantes. Encore faut-il, pour faire face à ces trois grandes exigences, que le Parti soit capable de vaincre ses difficultés actuelles.

#### C) — Les conditions du redressement du Parti.

##### 1 — Structures et moyens.

Les difficultés actuelles du Parti trouvent partiellement leur source dans l'insuffisance de ses moyens d'action.

Il nous faut dégager les priorités compatibles avec nos possibilités financières, assurer notamment l'acquisition définitive du local, garantir la parution régulière de Tribune Socialiste et en étendre la diffusion. Il faudra autant que faire se peut assurer le débat interne et donc diffuser l'information nécessaire. Il faudra enfin développer la régionalisation du Parti et constituer sur cette base des coordinations efficaces entre secteurs et fédérations.

A cette fin, les fédérations et les sections doivent

permettre l'accélération de la rentrée des cartes comme de la diffusion militante de Tribune Socialiste. Les réunions de trésoriers et l'organisation de relais régionaux (fabrication de tracts, centres de diffusion) pourraient les aider.

## 2 — Problèmes de direction.

L'attitude de certains courants minoritaires a transformé la D.P.N. en une sorte de parlement où les réunions de groupes étaient en général plus déterminantes que les débats communs. Ainsi la D.P.N. n'a pu jouer son véritable rôle de coordination entre les secteurs.

Pour sa part, le Bureau National n'a cessé de faire des propositions pour débloquer la situation et permettre soit des positions communes soit l'association de camarades minoritaires à des responsabilités de direction politique, dans des conditions de parfaite clarté. Il n'a pas été entendu jusqu'alors.

Malgré le nombre restreint de ses membres, le Bureau National a dû faire face à des responsabilités croissantes et de plus en plus diversifiées. Il l'a fait avec le concours des commissions de la D.P.N., chaque fois que c'était possible, mais le blocage politique de la D.P.N. a retenti lourdement sur les conditions de cette collaboration. Certains ont qualifié l'activité du B.N. de « fuite en avant ». Il est vrai qu'elle a dû parfois s'éparpiller, sans justifications suffisamment précises auprès des militants. Il faut recentrer l'action : c'est le sens de la toute dernière partie de ce rapport.

Ces difficultés ont pu entraîner des incompréhensions. Il ne suffit pas d'avoir une ligne juste, encore faut-il que son évidence s'impose clairement à l'ensemble du parti. Lors de la D.P.N. de mars, le B.N. a lui-même reconnu par exemple que sa condamnation de l'enlèvement de Nogrette avait été faite sans explications suffisantes, d'où un risque de désarroi chez certains militants.

L'homogénéité du B.N. a été une source d'efficacité dans bien des domaines, néanmoins elle a parfois empêché l'expression de telle ou telle critique qui aurait pu permettre de rectifier rapidement tel jugement ou telle pratique. L'absence de permanents doit être compensée par une relation étroite avec des équipes fédérales qui sont en contact direct avec les militants. Beaucoup reste encore à faire dans ce domaine. Il doit en être de même avec les secteurs Entreprise et Agricole dont le développement est essentiel pour l'avenir du Parti.

## 3 — Démocratie et discipline.

Le blocage de la D.P.N. n'est en réalité que le reflet d'une situation beaucoup plus grave à

l'intérieur du Parti. La décision du courant « Gauche Révolutionnaire » de se constituer en organisation autonome a provoqué des phénomènes de dissociation à tous les niveaux :

— certaines fédérations (Bouches-du-Rhône, Calvados...) refusaient de se conformer aux directives nationales et menaient une politique autonome : cf. les nombreux tracts et affiches signés « P.S.U. - Gauche Révolutionnaire ». D'où des conflits à l'intérieur même de ces fédérations entre militants G.R. et militants d'autres courants ;

— le rapprochement politique entre des camarades du courant dit 5 et la G.R. a entraîné un durcissement des positions à l'égard du Bureau National. La direction de la nouvelle fédération « Région Parisienne » (quatre départements de Paris et petite couronne), qui s'est fondée sur le rapprochement, a manifesté une autonomie politique quasi complète, ce qui a entraîné une lettre du Bureau National en date du 20 avril aux militants des fédérations concernées ainsi qu'aux autres fédérations ;

— certains camarades, surtout étudiants, qui accordaient au problème de l'organisation une importance primordiale ont été tentés de quitter le P.S.U. (et le courant dit 1 où ils se retrouvaient) et d'adhérer à la Ligue Communiste. Quelques-uns l'on fait, d'autres s'appêtent à le faire dans des conditions qu'ils entendent discuter avec la Ligue Communiste.

Finalement, il s'agit là des conséquences d'une pratique fractionniste qui visait à accréditer l'idée qu'il y avait deux partis dans le P.S.U. Cette volonté a été clairement énoncée par les responsables de la G.R. dont le texte d'orientation a été partiellement diffusé dans un récent P.S.U.-Information. Le Conseil National devra en tirer les conséquences.

Le P.S.U. ne saurait être une sorte de « confédération d'organisations-croupions condamnées à vivre ensemble ». Pour avoir un sens comme organisation révolutionnaire, pour s'inscrire efficacement dans le combat socialiste, il lui faut réaliser l'unité de son intervention. La diversité est nécessaire dans le débat, elle exprime la multiplicité des expériences et des formations. Mais le droit de tendance, c'est-à-dire le droit à la libre expression des idées ne saurait se transformer en une justification du jeu des fractions qui a conduit si souvent le mouvement ouvrier à la défaite, à l'hémorragie des militants ou au stalinisme qui s'installe facilement sur les ruines du débat démocratique.

Sur la question du centralisme démocratique, le

Congrès de Lille a entendu un texte adopté par une large majorité de sa commission « Structures ». Pour des raisons de temps et de procédure, il ne s'est pas prononcé. Il conviendra que le Conseil National mette fin à cette ambiguïté (cf. le compte-rendu du Congrès de Lille p. 87 à 89) et en tire les conclusions qui s'imposent.

Les militants peuvent-ils admettre d'être jetés aux oubliettes ? Le débat politique est-il encore possible avec des camarades qui refusent le débat et ont d'ores et déjà décidé de quitter le P.S.U., même s'ils hésitent sur la date et la manière. Peut-on accepter de soumettre l'avenir du P.S.U. à cette décision ?

Il doit être clair que le Bureau National élu par la majorité de la D.P.N. se refusera pour sa part à être le gérant d'une crise perpétuelle qui désorienterait et démobiliserait les militants les plus solides. Des constats doivent être faits, des solutions trouvées, sinon il sera vain de penser que le P.S.U. conservera assez de force pour mener le seul combat qui devrait être le sien : le combat socialiste.

#### D) — Le retour à l'offensive.

La situation politique ne nous a jamais offert des chances aussi grandes. Mais paradoxalement jamais le P.S.U., en raison de ses problèmes internes, n'a paru aussi peu capable d'être à la hauteur de ses responsabilités historiques.

Cet état de choses a une conséquence : nous ne redresserons le Parti qu'en faisant face aux échéances extérieures qui nous incombent, en affirmant la crédibilité d'une alternative socialiste de nature révolutionnaire, et non pas en passant six mois à panser nos plaies en ne s'occupant que de nos tracasseries internes. Il nous faut donc affirmer avec plus de netteté qu'auparavant la perspective politique autour de laquelle nous nous battons et définir les comportements et les formes de lutte qui nous paraissent capables d'imposer cette perspective.

— La perspective politique.

La perspective politique de qui ? Il faut redire ici, une fois de plus, qu'elle n'est pas seulement celle du P.S.U. mais qu'elle peut devenir celle de l'ensemble du mouvement révolutionnaire pour autant qu'il renonce à sa propre marginalisation, et au goût sectaire des chapelles dogmatiques. Une perspective politique suppose des objectifs et une stratégie. Un rapport d'activité n'est pas le lieu de revenir sur les objectifs, définis dans la thèse 6 du Congrès de Dijon, soumis à une large délibération à travers le projet « La Révolution, qu'est-ce que

c'est ? » et qui seront approfondis lors du 8<sup>e</sup> Congrès National ordinaire du Parti dont ce sera la tâche essentielle. La stratégie, esquissée par le texte majoritaire du 7<sup>e</sup> Congrès à Lille, a été précisée par la Direction Politique Nationale. Elle comporte les éléments essentiels suivants :

1°) Dans toutes les luttes qu'ils conduisent, les travailleurs aspirent fermement à leur propre unité, et ils ont raison. Leur expérience quotidienne les amène à formuler la même exigence au niveau de la lutte politique nationale, et ils ont encore raison. Mais les appareils traditionnels de la gauche sont aujourd'hui tellement rigides, électoralistes, coupés de la base, et éloignés des conflits réels d'aujourd'hui, que l'unité par la négociation de sommet n'a guère de sens. C'est au mouvement révolutionnaire qu'il incombe de reprendre à son compte l'espérance unitaire, mais sous la forme de l'unification progressive de toutes les luttes des travailleurs.

2°) Cette unification ne peut se faire qu'autour d'objectifs communs. C'est le rôle du projet « La Révolution, qu'est-ce que c'est ? » que de permettre la collecte systématique, à travers tout le pays, des raisons qui ont poussé des hommes et des femmes à se battre, et leur synthèse en un programme de transition vers le socialisme. Ce doit être la grande tâche du P.S.U. pour l'année prochaine.

3°) Si la classe ouvrière reste la force principale sur le terrain de la lutte des classes, il est de plus en plus clair qu'elle a besoin d'alliés, et que la situation lui permet de les trouver. Mais qu'il s'agisse des paysans révolutionnaires, des commerçants cherchant à dépasser l'aspect catégoriel de leur lutte, des ingénieurs et cadres tiraillés entre l'alliance ouvrière et l'alliance patronale, des enseignants en désaccord avec le système, des étudiants ou des lycéens, il n'existe pas d'organisation qui coïncide avec une force sociale. L'alliance de classes se noue à travers les luttes et leur convergence progressive. Elle se concrétise dans les assemblées ouvriers-paysans, les comités d'initiative populaire, quelle que soit leur dénomination.

4°) Le problème essentiel du mouvement révolutionnaire aujourd'hui est simple : il est, d'améliorer le rapport de forces entre les travailleurs et la droite jusqu'au moment où il sera possible de faire basculer le système. La longue progression que cela suppose exige de nombreuses victoires partielles. Le mouvement révolutionnaire ne peut être convaincant par le prêche, mais par les résultats qu'il obtient. Cela exige que les résultats obtenus dans les luttes



soient consolidés, et qu'ils se traduisent par une stratégie institutionnelle. Qu'il s'agisse de l'usage fait de l'unique mandat parlementaire du Parti, de l'acte posé par la municipalité de Morlaix refusant d'héberger des C.R.S., ou du gros effort de la municipalité de Saint-Brieuc pour le soutien au Joint Français, l'usage fait par le P.S.U. des institutions est un appui efficace au mouvement révolutionnaire. Il faut approfondir cette stratégie et la développer, en la reliant au jeu des contre-pouvoirs que sont les assemblées de travailleurs et les comités de base de toute nature.



5°) C'est la conjugaison de ces différents éléments qui permet d'esquisser la stratégie de la prise du pouvoir : unité renforcée et clarifiée à travers les luttes, rapport de forces constamment amélioré pour le mouvement révolutionnaire par la manière même dont sont conduites ces luttes, usage de la légalité contre le gouvernement chaque fois que faire se peut, et finalement, effondrement du régime devant une crise sociale et idéologique généralisée ou bien victoire électorale ouvrant la voie à une intensification de la lutte des classes, telles sont les étapes que l'on peut aujourd'hui imaginer et en fonction desquelles l'action doit être organisée.

— La forme des luttes.

Cette perspective politique doit être immédiatement traduite dans la pratique des luttes. Elle suppose le dépassement du gauchisme, c'est-à-dire de toute action minorisante non liée à une stratégie d'ensemble.

Elle suppose aussi que le P.S.U. redécouvre une large capacité d'initiative tactique, menant des actions communes et passant des compromis tactiques avec des forces non révolutionnaires

chaque fois que cela peut contribuer à améliorer le rapport des forces en notre faveur.

Elle suppose également que le Parti se donne la capacité d'intervenir dans des luttes, souvent longues et dures, qui se développent sur le front de la production. Il faut pour cela :

- analyser correctement dans quelles conditions se déroulent les conflits et avancer des propositions concrètes qui permettent à l'action d'exprimer, dans l'axe du contrôle ouvrier, la totalité de la révolte des travailleurs, notamment des jeunes ;
- lutter contre les dangers d'enlisement et d'acceptation par certains syndicats de compromis démobilisateurs, et pousser à l'autogestion des luttes par les travailleurs eux-mêmes ;
- organiser le soutien politique et matériel des grévistes.

Ces interventions, loin de s'enfermer dans les limites étroites d'un travail para-syndical, peuvent aujourd'hui déboucher sur une explication politique globale comportant la mise en cause du pouvoir étatique de la bourgeoisie.

Dans cette perspective, il importe de poser correctement le problème de nos rapports avec les éléments non intégrés du mouvement syndical.

La tâche prioritaire n'est pas de suppléer, souvent provisoirement d'ailleurs, à la carence des syndicats mais d'engager un travail directement politique rendu possible par l'élévation du niveau de prise de conscience des travailleurs. Rejetant la formule des actions symboliques et inefficaces genre grève de 24 heures, ceux-ci engagent des luttes localisées mais suffisamment énergiques pour imposer aux patrons des compromis significatifs quoique limités, ils perçoivent d'autant plus clairement la nécessité d'un affrontement global, sur une base crédible, avec le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie, et attendent d'une force politique révolutionnaire plus et autre chose que du syndicalisme rénové. Cette perspective nous impose de savoir travailler avec les militants syndicalistes dont l'intervention (autogestion des luttes mise en avant, objectifs de contrôle...) est suffisamment cohérente avec notre ligne d'action, et dont l'influence est croissante au sein de la C.F.D.T. Enfin cette perspective politique exige un approfondissement théorique et programmatique qui sera l'enjeu du 8<sup>e</sup> Congrès en même temps que la tâche majeure de toute l'année prochaine.